

Éditorial



FRANÇOIS BAROIN
président de l'AMF

L'État doit davantage associer les élus locaux

L'AMF rappelle de façon constante que l'État doit davantage associer les élus qui représentent les collectivités décentralisées de la République, notamment quand il s'agit de refondre les dispositifs participant à l'aménagement et aux équilibres des territoires.

Il en est ainsi de la carte des groupements hospitaliers de territoire qui doivent être mis en place d'ici le 1^{er} juillet. Ce délai fort contraint est d'autant plus problématique que la préservation des services de proximité et la question de l'égal accès au soin sont au cœur des préoccupations des maires. Au-delà, il convient d'obtenir du gouvernement une participation effective des élus aux instances de gouvernance et non les marginaliser dans une structure vaguement consultative.

Est-il besoin d'insister sur l'insertion de l'hôpital dans une politique de santé en réseau articulant la prévention (milieu scolaire, politique sportive...), la médecine de ville, les politiques et établissements en direction des personnes dépendantes, le suivi social (CCAS, mission locale, prévention spécialisée...)? Est-il nécessaire de souligner que l'hôpital, parfois premier employeur de la ville, se déploie dans un territoire dont les élus recherchent le point d'équilibre en mettant en œuvre un projet transversal (transport, loge-

ment...)? Dans un récent communiqué, la Fédération hospitalière de France a déjà alerté sur le « *risque réel de dérive bureaucratique et technocratique allant à l'encontre de l'objectif premier de construction de parcours de soins* ». L'accès aux soins sera d'ailleurs un débat important de notre prochain Congrès (31 mai-2 juin).

Dans cette même logique, nous avons demandé plus de souplesse dans la mise en œuvre des schémas de coopération intercommunale afin que les élus soient en mesure de porter, à la bonne échelle, des services efficaces à la population. La complexité et la lourdeur des schémas et autres normes paralysent l'action locale et, plus généralement, étouffent toutes les initiatives. Les maires en ont assez de subir toutes ces entraves qui, conjuguées à un discours technocratique faussement moderne, rendent l'exercice des responsabilités locales de plus en plus difficile.

***La complexité
et la lourdeur
des schémas
et autres normes
paralysent
l'action locale
et étouffent toutes
les initiatives***

En cette période de crise profonde, il faut particulièrement veiller à ne pas alimenter le sentiment de déclassement et de relégation de nombreux territoires. Notre prochain Congrès des maires marquera notre mobilisation pour qu'on cesse d'étouffer nos territoires et qu'on stoppe la dégradation des moyens dont ils ont besoin pour servir nos concitoyens.